

Isambert. St.

1^{ère} Année.

Organisation administrative	4 ³ / ₄
Matières administratives	4
Finances	4 ¹ / ₂
Histoire constitutionnelle	4
Histoire constitutionnelle (Conf.)	5
Histoire parlementaire	4
Législation commerciale	5
Histoire diplomatique	4
Droit des gens (Conf.)	5

2^{ème} Année.

Organisation administrative	3 ¹ / ₂
Matières administratives	3 ¹ / ₂
Finances	3
Législation civile comparée	3 ¹ / ₂
Economie politique	4 ¹ / ₂
Histoire diplomatique	5 ¹ / ₂
Droit des gens (Conf.)	4 ¹ / ₂
Anglais	4
Allemand	3

Travaux.

Pour M ^r Le Secrétaire de Préfecture	3 ¹ / ₂
Pour M ^r M ^r	4

Compositions.

Droit administratif	3 ¹ / ₂
Finances	4 ¹ / ₂

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Levasseur de Précourt

M

Gambert

élève de *1^{re}* année.

NOTE :

4 3/4

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Levasseur de Précourt

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juin 1882.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Matières administratives.

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Alij.

M. Humbert élève de 1^{re} année.

NOTE :

Très bien

OBSERVATIONS

S'est tenu dans la dernière partie
de l'interrogatoire.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Finances

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r ie Fovelle

M *Gambert* élève de *1^{re}* année.

NOTE : *4 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Ac. Fovelle

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

Janv 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire constitutionnelle

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Bortny

M

Gambert

élève de *1^{re}* année.

NOTE :

4 (?)

OBSERVATIONS

21 ans. — Déclaration de droits. — 3/4

Art de la confédération — 4

— Conseil privé au duc de — 4 1/2 191

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Bortny

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire constitutionnelle

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Vergniaud

M

Gambert

élève de *1^{re}* année.

NOTE :

5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

J. Vergniaud

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *X^{bre}* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire parlementaire

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Charrier.

M. Lambert élève de *jeu* année.

NOTE :

1

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

législation commerciale

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Lyon-Caen

M

Hambert

élève de *1^{re}* année.

NOTE : *5*

OBSERVATIONS

L

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Ch. Lyon-Caen

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Décembre* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Sord.

M *Hambert.* élève de *1^{re}* année.

NOTE : *4.*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Décembre* 188*2*.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit des gens Français

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Guich-Brentano

M *Lambert* élève de *4^e* année.

NOTE :

5.

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Le Vavasseur de Pélouret

M. Lambert élève de *2^e* année.

NOTE : *3 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Le Vavasseur de Pélouret

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Matières administratives

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^e Alia

M Tambert

élève de 2^e année.

NOTE : assez bien = (un peu faible) 3 1/2

OBSERVATIONS

le candidat hésite, il ne parait pas sûr de lui-même

La composition est faible aussi - l'opinion paraît être admet.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Gabriel

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Finances

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r de Forville

M^r Lambert élève de *2^e* année.

NOTE : *3*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

de Forville

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Législation civile comparée

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Flach

M^r Lambert élève de 2^e année.

NOTE : 3 1

2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Jayus Flaut

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*3*.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Economie politique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Cheysson

M. *Lambert* élève de *2^e* année.

NOTE : *4 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Cheysson

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 1883.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique (N. S.) (1789-1830)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Lœel

M *Lambert* élève de 2^e année.

NOTE :

5 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Albert Lœel

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

M. P. Droit des gens (Conférences)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Funck-Brentano

M. Lambert élève de *2^e* année.

NOTE : *4½*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

M. Funck-Brentano

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 1883.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Anglais

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Beljame

M Tambert élève de *2^e* année.

NOTE :

4

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Beljame

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Allemand

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Lescer

M Hilber & Lambert élève de 2^e année.

NOTE : 3

OBSERVATIONS

Parle péniblement ; traduit avec quelque
difficulté. Incorrigible : sait encore des mots.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

J. Lescer.

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



Compositing ^{avec tous les bureaux} M. Alij.

Tambour -

3 1/2

copie
des commissions
- 1.10
indépendamment
analysé...
la loi de 1871...
la loi de 1872...
la loi de 1873...
la loi de 1874...
la loi de 1875...
la loi de 1876...
la loi de 1877...
la loi de 1878...
la loi de 1879...
la loi de 1880...
la loi de 1881...
la loi de 1882...
la loi de 1883...
la loi de 1884...
la loi de 1885...
la loi de 1886...
la loi de 1887...
la loi de 1888...
la loi de 1889...
la loi de 1890...
la loi de 1891...
la loi de 1892...
la loi de 1893...
la loi de 1894...
la loi de 1895...
la loi de 1896...
la loi de 1897...
la loi de 1898...
la loi de 1899...
la loi de 1900...
la loi de 1901...
la loi de 1902...
la loi de 1903...
la loi de 1904...
la loi de 1905...
la loi de 1906...
la loi de 1907...
la loi de 1908...
la loi de 1909...
la loi de 1910...
la loi de 1911...
la loi de 1912...
la loi de 1913...
la loi de 1914...
la loi de 1915...
la loi de 1916...
la loi de 1917...
la loi de 1918...
la loi de 1919...
la loi de 1920...
la loi de 1921...
la loi de 1922...
la loi de 1923...
la loi de 1924...
la loi de 1925...
la loi de 1926...
la loi de 1927...
la loi de 1928...
la loi de 1929...
la loi de 1930...
la loi de 1931...
la loi de 1932...
la loi de 1933...
la loi de 1934...
la loi de 1935...
la loi de 1936...
la loi de 1937...
la loi de 1938...
la loi de 1939...
la loi de 1940...
la loi de 1941...
la loi de 1942...
la loi de 1943...
la loi de 1944...
la loi de 1945...
la loi de 1946...
la loi de 1947...
la loi de 1948...
la loi de 1949...
la loi de 1950...
la loi de 1951...
la loi de 1952...
la loi de 1953...
la loi de 1954...
la loi de 1955...
la loi de 1956...
la loi de 1957...
la loi de 1958...
la loi de 1959...
la loi de 1960...
la loi de 1961...
la loi de 1962...
la loi de 1963...
la loi de 1964...
la loi de 1965...
la loi de 1966...
la loi de 1967...
la loi de 1968...
la loi de 1969...
la loi de 1970...
la loi de 1971...
la loi de 1972...
la loi de 1973...
la loi de 1974...
la loi de 1975...
la loi de 1976...
la loi de 1977...
la loi de 1978...
la loi de 1979...
la loi de 1980...
la loi de 1981...
la loi de 1982...
la loi de 1983...
la loi de 1984...
la loi de 1985...
la loi de 1986...
la loi de 1987...
la loi de 1988...
la loi de 1989...
la loi de 1990...
la loi de 1991...
la loi de 1992...
la loi de 1993...
la loi de 1994...
la loi de 1995...
la loi de 1996...
la loi de 1997...
la loi de 1998...
la loi de 1999...
la loi de 2000...
la loi de 2001...
la loi de 2002...
la loi de 2003...
la loi de 2004...
la loi de 2005...
la loi de 2006...
la loi de 2007...
la loi de 2008...
la loi de 2009...
la loi de 2010...
la loi de 2011...
la loi de 2012...
la loi de 2013...
la loi de 2014...
la loi de 2015...
la loi de 2016...
la loi de 2017...
la loi de 2018...
la loi de 2019...
la loi de 2020...
la loi de 2021...
la loi de 2022...
la loi de 2023...
la loi de 2024...
la loi de 2025...
la loi de 2026...
la loi de 2027...
la loi de 2028...
la loi de 2029...
la loi de 2030...

Modifications de la loi communale depuis l'an VIII
rapprochement, avec l'Angleterre -

Racine avait en préparant la Constitution posé
le principe : agir et le fait d'un seul ; délibérer et
le fait de plusieurs. Cette maxime fut l'idée mère de
son système ; c'est d'elle que découle l'organisation
de la Commune en maire et C^l municipal ;
mais, ici elle n'était que l'application des
anciennes organisations communales. On retrouve
en effet jusque dans les plus vieilles chartes une
organisation de la commune représentée collectivement par des
notables, avec un corps ou une unité plus spécialement
chargée d'agir. Le mérite de la législation de l'an
VIII fut peut-être principalement l'extrême précision
de ~~la constitution~~ ^{de l'attribution}, la limitation réciproque exacte des
pouvoirs. La commune française n'était pas à
créer ; cet organisme fondamental de toute société
ne peut pas en effet ne pas exister dans une nation
qui se dit telle ; puisque c'est ~~celle~~ ^{celle} qui est en même
le pouvoir d'attraction qui précède et a
consolidé la nation. De tout temps donc, la
commune avait existé, elle avait eu une existence
distincte et propre, reconnue au moyen âge par de
nombreux traités entre elle et le souverain ; en l'an
VIII on l'affirma, on tint que ressort administratif
ou lien qui auparavant, on avait plutôt reconnu
en elle une existence de fait. Le législateur
de l'an VIII était lui-même précédé dans cette voie

par le long travail, l'écroulement d'abord, de transformation
des institutions, ^{selon parti du} selon de l'urgot devrait aboutir à
1793 et à l'an III. Seulement chose étrange,
à cette époque on l'on affirmait haut de choses, et
on l'on proclamait haut de droits, les individualités
administratives semblaient effacer les anciennes
personnalités plus vivantes peut-être, bien que ~~encore~~
explicitement reconnues. Il faudra donc et ce sera
le spectacle que la législation nous donnera, développer
par des perfectionnements (administratifs encore) une
vie locale qu'on avait proclamé en l'étrouffant.
Il fallait revenir à cette vie de fait, mais plus réelle,
à laquelle ne se manifestait plus que par des rouages
administratifs. D'où une impulsion nouvelle qui
~~ne l'est~~ peut-être pas encore ~~si~~ suspendue aujourd'hui,
et qui force à vivre les communes, en les aidant
dans leurs excès de dépenses.

En l'an VIII toute l'administration était dans les mains
du pouvoir central, qui en avait refait la nomination
(les listes de notabilités départementales en 1800). Le conseil
municipal qui devait représenter la commune, représentait
surtout l'esprit de l'administration centrale qui le nommait.
La commune était une incapable; son agent le maire
à part ses attributions de police (qui lui étaient dévolues
d'après la révolution) était donc limité dans son action.
Tout était subordonné à l'appréhension de l'administration
supérieure, en la personne du préfet. Quand une
contestation survenait, et qu'il fallait la trancher, c'était le
conseil de préfecture qui faisait la commune à attaquer
ou le tiers demandeur à pourvoir.

Cette organisation était un immense recul, pour qui
avait suivi les institutions de la révolution; aussi
réclamation une organisation nouvelle, qui donnerait
une part à l'élection. La Charte de 1830 avait promis
des réformes; elle aboutissait pour l'organisation de
la commune à la loi de 1831. La loi admettait

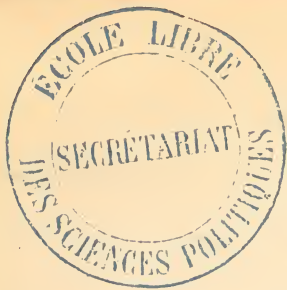
l'élection consulaire (comme pour les élections politiques) : elle permettait l'élection du maire des petites communes.

En 1872 on adapta le système du suffrage universel pour les élections au C. municipal (D. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000. 1001. 1002. 1003. 1004. 1005. 1006. 1007. 1008. 1009. 1010. 1011. 1012. 1013. 1014. 1015. 1016. 1017. 1018. 1019. 1020. 1021. 1022. 1023. 1024. 1025. 1026. 1027. 1028. 1029. 1030. 1031. 1032. 1033. 1034. 1035. 1036. 1037. 1038. 1039. 1040. 1041. 1042. 1043. 1044. 1045. 1046. 1047. 1048. 1049. 1050. 1051. 1052. 1053. 1054. 1055. 1056. 1057. 1058. 1059. 1060. 1061. 1062. 1063. 1064. 1065. 1066. 1067. 1068. 1069. 1070. 1071. 1072. 1073. 1074. 1075. 1076. 1077. 1078. 1079. 1080. 1081. 1082. 1083. 1084. 1085. 1086. 1087. 1088. 1089. 1090. 1091. 1092. 1093. 1094. 1095. 1096. 1097. 1098. 1099. 1100. 1101. 1102. 1103. 1104. 1105. 1106. 1107. 1108. 1109. 1110. 1111. 1112. 1113. 1114. 1115. 1116. 1117. 1118. 1119. 1120. 1121. 1122. 1123. 1124. 1125. 1126. 1127. 1128. 1129. 1130. 1131. 1132. 1133. 1134. 1135. 1136. 1137. 1138. 1139. 1140. 1141. 1142. 1143. 1144. 1145. 1146. 1147. 1148. 1149. 1150. 1151. 1152. 1153. 1154. 1155. 1156. 1157. 1158. 1159. 1160. 1161. 1162. 1163. 1164. 1165. 1166. 1167. 1168. 1169. 1170. 1171. 1172. 1173. 1174. 1175. 1176. 1177. 1178. 1179. 1180. 1181. 1182. 1183. 1184. 1185. 1186. 1187. 1188. 1189. 1190. 1191. 1192. 1193. 1194. 1195. 1196. 1197. 1198. 1199. 1200. 1201. 1202. 1203. 1204. 1205. 1206. 1207. 1208. 1209. 1210. 1211. 1212. 1213. 1214. 1215. 1216. 1217. 1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 1226. 1227. 1228. 1229. 1230. 1231. 1232. 1233. 1234. 1235. 1236. 1237. 1238. 1239. 1240. 1241. 1242. 1243. 1244. 1245. 1246. 1247. 1248. 1249. 1250. 1251. 1252. 1253. 1254. 1255. 1256. 1257. 1258. 1259. 1260. 1261. 1262. 1263. 1264. 1265. 1266. 1267. 1268. 1269. 1270. 1271. 1272. 1273. 1274. 1275. 1276. 1277. 1278. 1279. 1280. 1281. 1282. 1283. 1284. 1285. 1286. 1287. 1288. 1289. 1290. 1291. 1292. 1293. 1294. 1295. 1296. 1297. 1298. 1299. 1300. 1301. 1302. 1303. 1304. 1305. 1306. 1307. 1308. 1309. 1310. 1311. 1312. 1313. 1314. 1315. 1316. 1317. 1318. 1319. 1320. 1321. 1322. 1323. 1324. 1325. 1326. 1327. 1328. 1329. 1330. 1331. 1332. 1333. 1334. 1335. 1336. 1337. 1338. 1339. 1340. 1341. 1342. 1343. 1344. 1345. 1346. 1347. 1348. 1349. 1350. 1351. 1352. 1353. 1354. 1355. 1356. 1357. 1358. 1359. 1360. 1361. 1362. 1363. 1364. 1365. 1366. 1367. 1368. 1369. 1370. 1371. 1372. 1373. 1374. 1375. 1376. 1377. 1378. 1379. 1380. 1381. 1382. 1383. 1384. 1385. 1386. 1387. 1388. 1389. 1390. 1391. 1392. 1393. 1394. 1395. 1396. 1397. 1398. 1399. 1400. 1401. 1402. 1403. 1404. 1405. 1406. 1407. 1408. 1409. 1410. 1411. 1412. 1413. 1414. 1415. 1416. 1417. 1418. 1419. 1420. 1421. 1422. 1423. 1424. 1425. 1426. 1427. 1428. 1429. 1430. 1431. 1432. 1433. 1434. 1435. 1436. 1437. 1438. 1439. 1440. 1441. 1442. 1443. 1444. 1445. 1446. 1447. 1448. 1449. 1450. 1451. 1452. 1453. 1454. 1455. 1456. 1457. 1458. 1459. 1460. 1461. 1462. 1463. 1464. 1465. 1466. 1467. 1468. 1469. 1470. 1471. 1472. 1473. 1474. 1475. 1476. 1477. 1478. 1479. 1480. 1481. 1482. 1483. 1484. 1485. 1486. 1487. 1488. 1489. 1490. 1491. 1492. 1493. 1494. 1495. 1496. 1497. 1498. 1499. 1500. 1501. 1502. 1503. 1504. 1505. 1506. 1507. 1508. 1509. 1510. 1511. 1512. 1513. 1514. 1515. 1516. 1517. 1518. 1519. 1520. 1521. 1522. 1523. 1524. 1525. 1526. 1527. 1528. 1529. 1530. 1531. 1532. 1533. 1534. 1535. 1536. 1537. 1538. 1539. 1540. 1541. 1542. 1543. 1544. 1545. 1546. 1547. 1548. 1549. 1550. 1551. 1552. 1553. 1554. 1555. 1556. 1557. 1558. 1559. 1560. 1561. 1562. 1563. 1564. 1565. 1566. 1567. 1568. 1569. 1570. 1571. 1572. 1573. 1574. 1575. 1576. 1577. 1578. 1579. 1580. 1581. 1582. 1583. 1584. 1585. 1586. 1587. 1588. 1589. 1590. 1591. 1592. 1593. 1594. 1595. 1596. 1597. 1598. 1599. 1600. 1601. 1602. 1603. 1604. 1605. 1606. 1607. 1608. 1609. 1610. 1611. 1612. 1613. 1614. 1615. 1616. 1617. 1618. 1619. 1620. 1621. 1622. 1623. 1624. 1625. 1626. 1627. 1628. 1629. 1630. 1631. 1632. 1633. 1634. 1635. 1636. 1637. 1638. 1639. 1640. 1641. 1642. 1643. 1644. 1645. 1646. 1647. 1648. 1649. 1650. 1651. 1652. 1653. 1654. 1655. 1656. 1657. 1658. 1659. 1660. 1661. 1662. 1663. 1664. 1665. 1666. 1667. 1668. 1669. 1670. 1671. 1672. 1673. 1674. 1675. 1676. 1677. 1678. 1679. 1680. 1681. 1682. 1683. 1684. 1685. 1686. 1687. 1688. 1689. 1690. 1691. 1692. 1693. 1694. 1695. 1696. 1697. 1698. 1699. 1700. 1701. 1702. 1703. 1704. 1705. 1706. 1707. 1708. 1709. 1710. 1711. 1712. 1713. 1714. 1715. 1716. 1717. 1718. 1719. 1720. 1721. 1722. 1723. 1724. 1725. 1726. 1727. 1728. 1729. 1730. 1731. 1732. 1733. 1734. 1735. 1736. 1737. 1738. 1739. 1740. 1741. 1742. 1743. 1744. 1745. 1746. 1747. 1748. 1749. 1750. 1751. 1752. 1753. 1754. 1755. 1756. 1757. 1758. 1759. 1760. 1761. 1762. 1763. 1764. 1765. 1766. 1767. 1768. 1769. 1770. 1771. 1772. 1773. 1774. 1775. 1776. 1777. 1778. 1779. 1780. 1781. 1782. 1783. 1784. 1785. 1786. 1787. 1788. 1789. 1790. 1791. 1792. 1793. 1794. 1795. 1796. 1797. 1798. 1799. 1800. 1801. 1802. 1803. 1804. 1805. 1806. 1807. 1808. 1809. 1810. 1811. 1812. 1813. 1814. 1815. 1816. 1817. 1818. 1819. 1820. 1821. 1822. 1823. 1824. 1825. 1826. 1827. 1828. 1829. 1830. 1831. 1832. 1833. 1834. 1835. 1836. 1837. 1838. 1839. 1840. 1841. 1842. 1843. 1844. 1845. 1846. 1847. 1848. 1849. 1850. 1851. 1852. 1853. 1854. 1855. 1856. 1857. 1858. 1859. 1860. 1861. 1862. 1863. 1864. 1865. 1866. 1867. 1868. 1869. 1870. 1871. 1872. 1873. 1874. 1875. 1876. 1877. 1878. 1879. 1880. 1881. 1882. 1883. 1884. 1885. 1886. 1887. 1888. 1889. 1890. 1891. 1892. 1893. 1894. 1895. 1896. 1897. 1898. 1899. 1900. 1901. 1902. 1903. 1904. 1905. 1906. 1907. 1908. 1909. 1910. 1911. 1912. 1913. 1914. 1915. 1916. 1917. 1918. 1919. 1920. 1921. 1922. 1923. 1924. 1925. 1926. 1927. 1928. 1929. 1930. 1931. 1932. 1933. 1934. 1935. 1936. 1937. 1938. 1939. 1940. 1941. 1942. 1943. 1944. 1945. 1946. 1947. 1948. 1949. 1950. 1951. 1952. 1953. 1954. 1955. 1956. 1957. 1958. 1959. 1960. 1961. 1962. 1963. 1964. 1965. 1966. 1967. 1968. 1969. 1970. 1971. 1972. 1973. 1974. 1975. 1976. 1977. 1978. 1979. 1980. 1981. 1982. 1983. 1984. 1985. 1986. 1987. 1988. 1989. 1990. 1991. 1992. 1993. 1994. 1995. 1996. 1997. 1998. 1999. 2000. 2001. 2002. 2003. 2004. 2005. 2006. 2007. 2008. 2009. 2010. 2011. 2012. 2013. 2014. 2015. 2016. 2017. 2018. 2019. 2020. 2021. 2022. 2023. 2024. 2025. 2026. 2027. 2028. 2029. 2030. 2031. 2032. 2033. 2034. 2035. 2036. 2037. 2038. 2039. 2040. 2041. 2042. 2043. 2044. 2045. 2046. 2047. 2048. 2049. 2050. 2051. 2052. 2053. 2054. 2055. 2056. 2057. 2058. 2059. 2060. 2061. 2062. 2063. 2064. 2065. 2066. 2067. 2068. 2069. 2070. 2071. 2072. 2073. 2074. 2075. 2076. 2077. 2078. 2079. 2080. 2081. 2082. 2083. 2084. 2085. 2086. 2087. 2088. 2089. 2090. 2091. 2092. 2093. 2094. 2095. 2096. 2097. 2098. 2099. 2100. 2101. 2102. 2103. 2104. 2105. 2106. 2107. 2108. 2109. 2110. 2111. 2112. 2113. 2114. 2115. 2116. 2117. 2118. 2119. 2120. 2121. 2122. 2123. 2124. 2125. 2126. 2127. 2128. 2129. 2130. 2131. 2132. 2133. 2134. 2135. 2136. 2137. 2138. 2139. 2140. 2141. 2142. 2143. 2144. 2145. 2146. 2147. 2148. 2149. 2150. 2151. 2152. 2153. 2154. 2155. 2156. 2157. 2158. 2159. 2160. 2161. 2162. 2163. 2164. 2165. 2166. 2167. 2168. 2169. 2170. 2171. 2172. 2173. 2174. 2175. 2176. 2177. 2178. 2179. 2180. 2181. 2182. 2183. 2184. 2185. 2186. 2187. 2188. 2189. 2190. 2191. 2192. 2193. 2194. 2195. 2196. 2197. 2198. 2199. 2200. 2201. 2202. 2203. 2204. 2205. 2206. 2207. 2208. 2209. 2210. 2211. 2212. 2213. 2214. 2215. 2216. 2217. 2218. 2219. 2220. 2221. 2222. 2223. 2224. 2225. 2226. 2227. 2228. 2229. 2230. 2231.

système de l'élection dans les Mairie Communales : puis on a
généralisé le principe, et aujourd'hui Paris fait seule exception
(L. 1882) Les modifications ont été ici, ou le sont, dans le sens
de l'élection.

Quant aux pouvoirs du corps municipal, on a
renforcé les liens de la tutelle, en augmentant les droits du conseil
municipal. Les pouvoirs du maire sont restés les mêmes; il est
par agent de l'administration supérieure (Pouvoirs généraux, exécution
des lois) et agit sous son autorité; il est agent communal, et
agit sous la surveillance de l'administration supérieure, pour la
police locale, la gestion des biens de la commune, les marchés, les
vues, perceptions, cadastre, etc. - et tous les actes que
le conseil municipal délibère, et qu'il doit exécuter. Il nomme à tous
les emplois communaux (sauf le gendarme, les agents
supérieurs, nommés par le préfet)

Le conseil municipal a le pouvoir propre pour tout ce
qui regarde l'administration, le mode de jouissance des biens
communaux; c'est son pouvoir réglementaire, aux termes de
la loi de 1837, c'est que la délibération sera exécutoire si le
prefet ne l'annule pas dans la 30 jours. Quant aux délibérations
relatives au budget, aux acquisitions, alienations, loans, baux,
grosses réparations, et ce qui se rapporte par la simple administration,
il leur fallait une approbation pour valoir. En 1867 on
en a biffé quelques uns (acquisitions, grosses réparations,
acceptation de dons et legs sans charge, ni rétrocession)
que l'on rendit réglementaires. On en ajouta d'autres, réglementaires
aussi (vote d'emprunts dans une limite de 5% vote de centimes
dans une limite de -) toutes les autres étaient soumises
à l'approbation du préfet. Mais dans la loi de 37
comme dans la loi de 67 ce pouvoir réglementaire n'est
guère que le nom: dans la loi de 37 parce qu'il suffit
qu'il y ait intérêt public, pour que l'approbation du préfet
soit exigée; dans la loi de 67 parce que cette approbation
est exigée, dans tous les cas, si la délibération réglementaire
du conseil n'est pas approuvée par le maire -
Ces lois ont cependant développé l'initiative du conseil



2^e l.

puisque c'est la volonté dans la commune, on peut élever sur plus de points l'intervention de l'autorité supérieure. Le progrès est surtout remarquable en matière de budget et d'emprunt. La commune est libre de se mouvoir dans un maximum ^{fixé} ~~par le Conseil général~~ ^{cautels}, et de s'engager dans une durée de 12 années. C'est aussi sur ce point que la tutelle de l'État est la plus accentuée, puis qu'en delà du maximum fixé par le C. général, l'autorisation préfectorale ne sera plus suffisante.

Le budget est préparé par le maire, présenté au C. municipal avec un état de recettes et dépenses du budget précédent; cet état comporte un chapitre de dépenses, un chapitre de recettes qui s'ajoutent aux chapitres du projet de budget (car il n'y a pas de budget rectificatif). Le budget communal est un budget à part de celui de l'État: il a des ressources ordinaires (domaniales - taxes - centimes) de produits éventuels, des ressources spéciales (pour l'inst. primaire, l'ach. vicinaux, le cadastre)

des ressources extraordinaires: il a des taxes indirectes: l'octroi.

Le Conseil municipal a des dépenses obligatoires: loyers, entretien des divers établissements communaux; création d'écoles; traitement de fonctionnaires (le instituteur!!); développement du réseau des voies de communication; etc... Les dépenses sont largement couvertes en loi: c'est par l'obligation seule que le gouvernement peut donner une impulsion sérieuse aux dépenses communales; et pour les écoles, pour les chemins, il y a pour le conseil municipal, en les aidant même au moyen de subventions, et en leur facilitant la dépense, par la création de cartes de location: le maximum de centimes permis aux communes, c'est utile pour permettre de faire face à ces dépenses auxquelles on le pourrait:

Quant à la vie civile de la commune ^(personne morale) elle s'est trouvée plus libre depuis la loi de 67, qui donnait plus de pouvoir aux décisions du Conseil municipal:

En somme, la commune française tend à se dégager de

La loi qui dirige la plupart de ses actes : on lui
permet maintenant, ceux qui ne l'engagent point exceptionnellement
pour l'avenir : on l'a rendue plus libre afin que son traitement
le portât davantage à des travaux publics.

La commune anglaise a suivi pour ainsi dire un mouvement
inverse. Ici séparation absolue d'avec le pouvoir central.
Non seulement le budget est le budget détaché, distinct
du budget local ; mais encore il se fractionne : ce n'est
pas un budget de la commune ; il est divisé en plusieurs
budgets de divers services locaux : ~~un magistrat~~ a
d'immenses pouvoirs : mais il n'est pas l'agent exécutif
d'un conseil qui peut délibérer sur tous les sujets : il a
effectif de services absolument distincts (services de route,
bureau de gardiens / qui ne se rattachent point à
la paroisse. La paroisse n'est plus à l'apogée
un centre religieux, civil, administratif, judiciaire :
il y a deux catégories de paroisses, distinctes l'une, l'autre :
pour l'administration souvent plusieurs se
reunissent, et forment la union de paroisses - (cela pour
les services administratifs spéciaux) Il n'y a pas d'aide
tutelle du pouvoir central : la paroisse est entièrement
séparée de l'administration centrale : elle a donc ses
taxes à elle qu'elle établit comme elle l'entend et qui
ne sont pas additionnelles aux taxes de l'état.

Et cependant il y a une taxe, la taxe des pauvres, qui
pèse sur toutes les paroisses et qui est obligatoire : la commission
de la Chambre commençant à rendre leur contrôle sur certaines
parties de l'administration locale : à certains points, on
voit naître que les idées de centralisation se font jour ; d'où
un mouvement inverse à celui qui se produit, en France ;
cela tient à ce que la commune au lieu d'être un
organe administratif, est avant tout une assemblée
vivante de lui-même, ne par l'histoire, conservée par
elle, et ne se développant que par le progrès de la
culture. Au lieu qu'en France on renverse la
loi de tutelle, en Angleterre on voudrait la créer.

J. Hambro



J. Isambert

4 1/4
haut.

Diverses Méthodes applicables à l'évaluation des recettes, dans un budget.

Avant de nous demander comment on peut évaluer les recettes, ~~posons~~ nous la même question sommairement, pour les dépenses : ici en effet, tout est simple : on prend pour base du projet de budget, le vote du budget précédent. Il est rare que dans les périodes normales de la vie d'un peuple deux exercices subéquents se différencient au point qu'on ne puisse tabler le second sur le premier : il faudrait pour que le fait se produisît des nécessités accidentelles que des événements graves et imprévus pourraient seuls justifier. Ici donc la rigueur est de mise : tel ministère dont le budget s'élevait à 14 millions en 1883 n'aurait nul motif a priori d'en demander 20 pour 1884 : la dépense fixe nécessaire une année, est probante suffisante pour l'autre : si donc le ministre en proclame l'insuffisance, c'est à lui de la justifier. C'est dans ce but que son collègue des finances lui envoie un tableau en deux colonnes, dont l'une porte l'avance et présumés, les crédits dont il aura besoin, dont l'autre portera les modifications qu'il s'agit d'apporter à justifier.

En peut-il être de même des recettes ; et ce tableau si précis envoyé à chaque ministre, pour recevoir l'expression de leurs exigences

nouvelle, pourra-t-elle valablement être comparée au
tableau ~~de~~ ^{pour de} présomption et d'hypothèse ; dont
~~recette probable~~ la ratification ne peut pas être imposée
mais simplement soumise à la bonne volonté du
contribuable ?

Evidemment non : nous ne sommes
plus au temps où l'on imposait aux particuliers
un minimum de sel, afin d'obtenir un
maximum d'impôt : les recettes sont un ^{projet} ~~projet~~
contractuel par essence : on ne les impose pas ;
et loin de mettre aux contribuables le couteau sous
la gorge, il faut accumuler autour d'eux toutes
les garanties possibles de tranquillité, si l'on
veut assurer à l'impôt un rendement ~~de plus valeur~~ ^{de plus valeur}.

C'est-à-dire que le vote de recette a une
signification tout autre que celui de dépenses : au
lieu que celui-ci est le résultat d'une volonté qui
au besoin pour ~~en réaliser le chiffre~~ ^{réaliser le chiffre}, créera des
ressources ; celui-ci, simple évaluation, n'a
de valeur que celle d'un calcul de probabilités,
appelant une confirmation postérieure, ex
post facto, et aléatoire : réglée par la loi des
comptes.

Quis donc qu'en matière de recette, ce sont les
faits qui dominent, ratifient ou limitent
les votes d'une assemblée ; ce n'est pas dans
la loi de finances, que l'on devra rechercher des
bases d'appréciation : ce serait prendre le vœu
pour la réalité, lâcher ^{le} proie pour l'ombre ; et les
faudra trouver dans la loi de résultats, cette
loi des comptes, nécessaire pour rectifier les
prévisions par les ~~faits~~ ^{faits}, mais qui ~~votes~~ ^{votes}
seulement à la fin d'un exercice ne peut
être encore connue, lors du vote du projet
de budget.

Ce vice ne serait pas sans remède ;

il tient à la date de l'ouverture, et à la durée de
notre exercice budgétaire : l'exercice français s'ouvre
en effet en janvier, et dure vingt mois ; de sorte que
l'exercice suivant commence, alors que l'autre n'est
pas achevé : s'il s'ouvrait en juillet, c'est à dire
le lendemain du vote du budget, on pourrait attendre
pour ce vote, les derniers résultats de l'exercice précédent
en admettant (seconde réforme !) que cet exercice
fut limité à une année (on sait que sa durée
excessive actuelle, ne s'explique que par un
~~de~~ ancien calcul des délais antérieurs nécessaires,
vu l'imperfection des moyens de transport, pour
recevoir tous les comptes nécessaires à la liquidation
des comptes de l'exercice)

Quoi qu'il en soit, ~~ce vice a pour~~
la conséquence de ce vice, est que la base
d'évaluation de recettes d'un projet de budget, celui
de 1884 par exemple, ne se trouve que dans les
résultats de l'exercice 82. (C'est en effet le dernier
dont on puisse avoir la loi de comptes)

Il suit de là, à raison même des ~~plus~~ ~~faibles~~
l'accroissement continu de la richesse publique
(au moins dans les périodes tranquilles), que
des évaluations adéquates aux rendements d'une
année antérieure, sont presque infailliblement
inférieures aux rendements futurs de l'exercice.
Si, comme il faut le faire en France, ce n'est
pas l'exercice ~~précédent~~ ^{immédiatement} précédent qu'on a pris
pour base, mais bien l'exercice antérieur ;
cette infériorité prévue sera oubliée : de là
ces énormes plus values des années 1875, 1876
1877, dont la moyenne atteignait 170
millions ; ~~et~~ le maximum 225.

La plus value érigée en système ; voilà
certes une conception faite pour se durer au
premier abord : c'a été la règle de nos

budgets français ; on l'a même érigé en système :
système de budget de prudence !

Il est vrai que si la prudence est utile ~~quelque~~
part, c'est surtout en matière de finance ; ~~on~~
~~se plaint d'elle~~ peut ainsi tout naturellement
et sans efforts, parer aux éventualités qui peuvent
toujours se présenter dans les affaires d'un grand
pays ; on consolide ainsi le crédit général,
en forgeant la confiance ~~pour~~ un crédit public
armé de nombreuses réserves. Et pourtant l'expérience
a montré que ce système tant vanté avait de
véritables inconvénients ; qu'un théoricien se réjouisse
du système de prudence, en se flattant d'avoir
ainsi par devers lui des réserves constantes, rien
de plus naturel : mais quand une assemblée
de mandataires électifs, s'habitue à lire dans
le rapport mensuel des finances, des plus-values
variant de 15 à 20 millions ; son intérêt, son intérêt
d'élus, le pousse fortement à employer ces
millions dont les électeurs demanderont compte, aux
les obérés ! D. là des demandes sans cesse
renouvelées, dès le premier mois de l'exercice,
et atteignant bientôt cinq à six fois, ^(celles de) la plus-value
qu'il s'agit d'employer. Voilà donc un système,
tout de prudence dont le corollaire théorique et
nécessaire eût dû être, l'emploi des fonds de
plus-value en amortissements, qui aboutit non
seulement à l'esprit de dépense, mais aussi
à un véritable aveuglement sur la conséquence, l'oubli
d'est vrai, mais certains, du gaspillage de tant de
millions.

Les Anglais il est vrai n'ont pas ce
système de prudence ; mais en revanche ils
se sont donnés des garanties que nous ne possédons
pas, et qui valent peut-être mieux. J'abandonne



La coutume interdit à un député de prendre l'initiative d'un crédit supplémentaire. Puis l'exercice allant du 1^{er} avril au 30 mars, c'est-à-dire étant strictement de 12 mois, on a les résultats de l'exercice clos, le jour même de l'ouverture du nouvel exercice (des bulletins hebdomadaires publiés par la presse donnent au public la composition des recettes de l'année avec les ~~recettes~~ ^{recettes} antérieures). Bien plus la loi de finances ^{à voter} pour l'exercice qui doit s'ouvrir en avril, n'est pas encore présentée le 10 mars; elle n'est pas votée lors de l'ouverture de l'exercice; on la vote dans le courant du premier mois: ce système permet d'avoir les derniers résultats statistiques: ce n'est pas on le voit un système de plus-values: lors de la loi de 1870 et pendant 7 années, le ministère eut des déficits de 40 millions d'abord, puis de 18, parce que ses évaluations ne s'étaient pas réalisées. Le système anglais en effet ajoute aux chiffres de recettes de l'année écoulée, le chiffre de plus-values probable, basé sur les plus-values de l'année précédente: mieux vaudrait comme on l'a fait chez nous, prendre pour base de prévision les plus-values, la moyenne de cinq dernières années: on est ainsi moins à la merci d'années mauvaises et les déficits de l'Angleterre s'en furent trouvés diminués.

C'est ainsi la loi de finances elle-même, et non le crédit supplémentaire, qui absorbe les plus-values budgétaires.

D'autre part ce système trouve tout le bénéfice de sa rigueur, dans les périodes normales, où les calculs ne sont pas déviés par les circonstances: et l'on a songé à l'introduire en France: mais on ne pouvait songer à le copier absolument ~~tout~~ si l'on

maintenant notre législation actuelle. Cette législation en effet a deux défauts 1^o un exercice trop long, et commençant trop tard (ce qui recule les bases possibles de prévisions) 2^o le vote annuel qui à la différence de l'Angleterre, comprend des dépenses nécessaires et toujours les mêmes: comme par exemple la dette publique.

Nous avons déjà mentionné le premier de ces défauts: on avait voulu y remédier en 1878; mais la Chambre (haute?) ~~avait cru le voir~~ ^{protestant peut-être} ~~protestant~~ la lettre de la charte d'un esprit, refusa de sanctionner un projet qui eut abouti à un exercice ^{transféré} d'une durée de 18 mois.

Quant au ^{transféré} second défaut, il serait bien plus simple encore d'y trouver remède: l'Angleterre répartit votées un certain nombre de dépenses fixes; cela décharge le gros liure du projet de budget de près de moitié de ses feuillets; ce qui simplifie la tâche des Chambres. Voilà ce qui permet au gouvernement de commencer un exercice dont les fonds ne sont pas encore votés: c'est que les fonds non encore votés, sont des fonds non urgents, et dont le paiement peut attendre. Chez nous on doit trouver par exemple 80 millions dès le premier jour de janvier pour servir l'intérêt de la dette, il serait impossible avec le système actuel, de n'avoir pas déjà un budget voté. Mais que l'on sépare la dette et les pensions du reste du budget; et alors l'inconvénient principal aura à des retards d'une ou de 2 semaines dans le vote de budget, sera largement compensé par la possibilité d'une évaluation plus exacte des plus-values futures, par les dernières plus-values.

En attendant ces réformes plus profondes, on a cependant fait en France quelques modifications

heureuses. On a d'abord pris l'habitude de
publier des tableaux mensuels, donnant au public
l'état comparé des recettes des mois correspondants
successifs de diverses années : cela permet, mois
par mois, de se rendre compte des ~~recettes~~ ^{faits} les plus
récents : sans donner d'ailleurs les chiffres même,
mais seulement, le résultat, tiré de comparaisons.

C'est ainsi qu sous l'Empire, lorsqu'on adopte
le budget rectificatif ; on se servait de la loi
rectificative, pour ~~se~~ évaluer d'après les plus
vues qu'elle indiquait, les plus vus probables
de l'exercice en cours : on avait ainsi, au
dernier moment une base fondée sur des probabilités,
puis qu'elle comprenait outre l'élément certain,
un ~~élément~~ ^{élément} aléatoire. — On se rapprochait
ainsi du système anglais.

Plus récemment, pour le budget de 1883
M. Léon Say a voulu changer le principe
budgétaire, abandonner le système qui copiait
un exercice clos, et tout en conservant encore
cet exercice pour première base, lui adjointe
1° les plus vus probables de l'exercice en cours,
calculés sur une moyenne des plus vus des
cinq dernières années.

2° les plus vus futurs évalués d'après cette
même moyenne, pour l'exercice 83.

Il arriverait ainsi à une évaluation sensiblement
exacte des recouvrements réels. C'est bien là
le système anglais dans son principe : nous
souhaiterions qu'~~au lieu~~ ^{oublier} le principe, on
adoptât aussi la forme du budget anglais :
cas que l'on fit les deux réformes signalées
plus haut : l'on n'aurait pas ainsi à
craindre que l'on revint à l'ancien système
de prudence, qui aveugle la chambre et
le pays. Ce dur avertissement, qui se

traduisent par l'excès de quelques millions, et
qui n'ont pas été ménagés aux Anglais, nous les avons,
ont ~~laissé~~ un peu leur avantage : qui est de
tenir les représentants du pays en éveil.

Le système aussi est un système de prudence : car
il ne compromet rien d'essentiel : mais c'est la prudence
dans la rigueur : au lieu que le système français
adopte la prudence de la crainte.

J. J. Lambert